



EN LIBYE, LA CRISE POLITIQUE A UN GOÛT DE « SHORBA ARABIYA»

Par le CC Grégory Guiran

Officier stagiaire de la promotion Gallois, 24ème promotion de l'École de guerre.

Issu de l'École navale, le capitaine de corvette Grégory Guiran a participé à de nombreux déploiements et opérations. Avant de rejoindre la 24ème promotion de l'École de guerre (2016-2017), il était le commandant du chasseur de mines « Lyre »

Après six années de guerre civile, la Libye est devenue un Etat de non-droit où s'affrontent deux gouvernements, des milices surarmées, des tribus et des groupuscules extrémistes. Afin de comprendre comment ce pays a pu sombrer dans le désordre et le chaos, il est nécessaire de rembobiner le fil de l'histoire, puis de faire un état des lieux des nouvelles forces en présence.

Comme souvent dans de tel conflit, la fragmentation de la Libye tire ses origines de l'histoire et des traditions du pays. Elle s'est enrichie par des années de rivalités internes et des influences externes. Le règne de Mouammar Kadhafi puis les années post révolution ont exacerbé les tensions existantes et créé de nouvelles failles bien plus profondes au sein de la société. La Libye d'aujourd'hui doit donc composer avec cet héritage et trouver des solutions pour sortir de cet état de guerre permanent.

La situation politique aujourd'hui s'apparente désormais à la Shorba Arabiya, une soupe traditionnelle libyenne très épicée, mélange issu de nombreux plats libyens. L'ensemble des acteurs culturels, religieux et économiques libyens cherche à exister, apportant chacun sa saveur mais sans réussir à dominer l'ensemble du pays.

Des fractures profondes

La fragmentation actuelle de la Libye est une réalité historique qui s'est aggravée de manière significative au cours des dernières décennies. Les grandes époques d'occupation (Empire romain, conquête arabe, Empire ottoman, et la colonisation italienne) ont vu évoluer différemment les trois régions du pays. Ces dernières ont subi des influences diverses, en traçant des trajectoires souvent singulières. La situation actuelle du pays possède de véritables similitudes avec cette partition historique : un désert du Fezzan berbère qui connecte la Libye à la bande sahélo-saharienne et ses anciens réseaux caravaniers ; une Cyrénaïque rebelle sous influence égyptienne ; et enfin une tripolitaine proche des nations occidentales qui héberge le gouvernement officiel de tripoli.

Toutefois, cette partition régionale historique, presque trop linéaire, masque les véritables scissions internes qui divisent la Libye contemporaine et qui sont apparues depuis 1969. Le règne de Mouammar Kadhafi a décuplé les tensions. La structure tribale et les institutions religieuses, qui constituaient le ciment de l'identité libyenne et structuraient la nation, ont été mises à mal par la dictature et les années de guerre civile. Les tribus, composantes essentielles de la société libyenne, ont été instrumentalisées par Kadhafi pour asseoir son autorité, s'appuyant sur des jeux d'alliances tribales. Les dissidences entre tribus ont été amplifiées par leur partition en 2011 entre pro et anti Kadhafi, et aujourd'hui de manière différente entre pro et anti Haftar. Le fait religieux a aussi singulièrement évolué, donnant une empreinte religieuse à la crise actuelle. Kadhafi avait imposé son interprétation de l'islam en s'opposant à l'autorité des Oulémas, en éradiquant le mouvement senoussiste¹ et en traquant avec acharnement les islamistes. Kadhafi avait généré ainsi le terreau nécessaire à l'émergence de l'islamisme radical d'aujourd'hui. Au lendemain de la révolution, et face au vide idéologique laissé par la mort du guide, la Libye sunnite² voit émerger et s'opposer toutes les formes d'islam, du plus modéré au plus radical. Presque toutes les mouvances de l'islam contemporain sunnite sont présentes sur le plan politique et appuyées tant par le Qatar que par l'Arabie saoudite ou l'Égypte.

Un accord politique historique pour un gouvernement faible

Dans un pays sans aucune expérience démocratique et face aux échecs répétés du gouvernement pour assurer la sécurité de la population, le général Haftar, cadre militaire dissident de l'ancien régime, lance en 2014 l'opération « Dignité » pour éradiquer la menace des groupuscules islamistes. La Libye se scinde alors en deux camps : Est contre Ouest, Toubrouk contre Tripoli.

Il faudra attendre décembre 2015 et la pression de l'Etat Islamique pour voir la ratification d'un accord libyen qui permet de réunir l'ensemble des grandes factions politiques au sein d'un Gouvernement d'Entente Nationale (GEN). Cet accord demeure difficile à appliquer dans un pays dont les bases culturelles, religieuses et économiques ont été bouleversées par six années de guerre civiles.

Ce gouvernement s'appuie sur les structures déjà existantes à Tripoli et Tobrouk. Le Conseil présidentiel (CP) est composé de neuf membres et dirigé par son premier ministre Fayez Al-Sarraj. Placé par l'ONU à la tête de ce gouvernement, le premier ministre, n'est pas une figure forte du paysage politique libyen. Il est en revanche un homme de compromis: issu d'une famille de Tripoli, ancien membre du gouvernement de Tobrouk et non islamiste. Afin de renforcer sa notoriété, le CP tire son influence de certains de ses membres en lien avec les plus puissantes maisons libyennes : la cité de Misrata, le gouvernement non reconnu de Beida et le général Haftar, la ville-état de Zenten, le « Parti de la justice de de la reconstruction » (PJR) et les frères musulmans, les « Petrol facilities guard ». Ce CP préside le Gouvernement d'Entente Nationale, qui est l'organe exécutif. L'accord de Skhirat prévoit que ce gouvernement soit reconnu par la Chambre des représentants de Tobrouk (CDR) qui est l'organe législatif.

Regroupant ainsi l'ensemble des acteurs majeurs du paysage culturel, religieux et économique, ce gouvernement est un pot-pourri de toutes les forces influentes du pays. S'il permet d'éviter

¹ La Sanusiyya s'apparente à une grande confrérie religieuse et tribale, présente en Libye mais aussi dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Elle fut fondée en 1835 par un algérien du nom de Saïd Muhammad Ben Ali As-Sanûsi.

² 90% de la population est sunnite

l'embrassement généralisé du pays, le caractère très hétéroclite de ce gouvernement rend presque irréaliste toute chance d'un accord politique nationale.

Un pays d'équilibre et d'alliances fragiles

Nonobstant la fragmentation du pays, l'indépendance régionale reste relative. Il existe entre les régions autant de querelles qui les divisent que de liens qui les unissent. Le pétrole³, l'attachement tribal ou ethnique et l'islam jouent un rôle ambivalent, rapprochant et séparant les libyens.

Si le Conseil suprême des tribus demeure un trait d'union de la vie socio-politique libyenne, ces dernières agissent par intérêt et jouent ce rôle double de frein à l'unité politique et de modérateur à un embrassement généralisé du conflit.

Les tribus et ethnies, qui ont rallié l'Armée Nationale Libyenne d'Haftar, peuvent aujourd'hui le lâcher voire le combattre demain ; en particulier, lorsqu'il appelle à marcher sur Tripoli. Aucun des acteurs en Libye n'est suffisamment puissant pour pouvoir se lancer dans une conquête totale du pays. Les milices de Misrata ou Zenten savent qu'elles ne disposent pas des moyens militaires suffisants pour prendre l'ascendant et agissent essentiellement par des attaques ciblées sur leurs zones d'intérêts, en évitant de franchir les lignes rouges.

La faiblesse des différents belligérants et des alliances, à l'image du fonctionnement du gouvernement, maintient l'état de chaos qui règne dans le pays mais qui l'a préservé jusqu'alors d'une guerre totale entre l'Est et l'Ouest.

De plus, si les rivalités sont présentes, il existe un fort sentiment national en Libye. L'Etat Islamique l'a lui-même appris à ses dépens lors de sa défaite militaire en décembre 2016 à Syrte. Le général Haftar et le premier ministre Sarraj sont conscients que les fractures entre les différentes régions existent. Mais, s'ils divergent sur le « comment faire une Libye unifiée », ils ont tous deux la volonté de construire une grande Libye.

L'ingérence limitée des puissances étrangères

En septembre 2016, la chambre des communes britannique publiait un rapport⁴ sans équivoque condamnant les erreurs d'appréciations qui avaient conduit à l'intervention militaire de l'OTAN en Libye. Les parlementaires y critiquent non seulement la nature de l'engagement, mais aussi la manière dont a été gérée la phase post crise, dont le désarmement des milices. La question de savoir s'il était pertinent d'intervenir en Libye a fait l'objet de nombreuses publications, et le maintien de Kadhafi ou de son éviction demeure encore une source de débats inépuisables.

L'opération « Inherent resolve » en 2011 avait introduit un biais dans la balance des forces en présence en Libye et disséminé quantité d'armes sur le théâtre. Aujourd'hui, il est essentiel que le soutien militaire apporté à la Libye se limite à des actions de formation de la garde nationale, des forces de sécurité intérieure ou des gardes côtes⁵. Ce soutien peut et doit être élargi à des actions militaires ciblées à l'encontre des groupes terroristes (AQMI, EI). En ce sens, des nations occidentales et du monde arabe appuient, plus ou moins officiellement, le général Haftar dans son combat contre les groupes terroristes. Il ne faut, toutefois, pas

³ Symbole des tensions entre l'Est et l'Ouest, la division en 2016 en deux branches distinctes de la *National Oil Company*, n'a en rien cloisonné la manne pétrolière entre Tobrouk et Tripoli. Les frontières sont perméables et les revenus pétroliers passent par de très nombreux acteurs intermédiaires avant de converger vers la banque centrale.

⁴ House of common, Libya: Examination of intervention and collapse and the UK's future policy options, Londres, 2016.

⁵ Formation d'environ 80 garde-côtes libyens Sophia dans le cadre de l'opération

dépasser ce cadre et laisser les libyens trouver eux-mêmes une solution à leur crise politique. Une nouvelle intervention militaire lourde en Libye briserait les efforts réalisés suite à l'accord de Skhirat et introduirait un déséquilibre dangereux dans le chaos libyen

Le rôle particulier du général Haftar

Anti-islamiste, ancien cadre militaire Kadhafiste et ayant établi des liens forts avec les services secrets américains, le profil du général Haftar est singulier et ambigu. Son statut lui confère des appuis au sein des tribus anciennement pro-kadhafistes (Khadaffa, Warfalla...), dont l'influence est importante en Cyrénaïque. Une partie des cadres militaires a rejoint les troupes de son Armée Nationale Libyenne, en particulier la composante aérienne. Ces officiers assurent l'ossature d'une armée hétéroclite, constituée de militaires, de miliciens, ou de mercenaires. Toutefois, les symboles que véhicule Haftar sont loin de faire l'unanimité en Libye. Il est essentiel de ne pas confondre l'« envie d'une armée » et l'« envie d'Haftar ». Le combat contre le terrorisme et les jeux d'alliance lui octroient du pouvoir et une certaine légitimité. En contrepartie, ses ambitions sur le croissant pétrolier⁶ et au sein de l'appareil étatique, sa récente autopromotion au grade de maréchal sont autant de signaux qui renvoient à l'image de Kadhafi et à la dictature militaire. Trouver la place d'Haftar au sein du gouvernement est l'une des clés pour déverrouiller la situation politique du pays.

⁶ Contrôlé jusqu'en septembre 2016 par les Petrol Facilities Guards, le « croissant pétrolier » a été repris par le général Haftar au cours d'une action militaire conduite par l'Armée Nationale Libyenne (ANL).